

Geht an: ML,M,F
Stellvertreter

Z/PD, le 4 avril 1991

Entretiens à Vienne les 27 et 28 mars 1991

Interlocuteurs: Madame Schaumayer

Monsieur Klier

Monsieur Albrecht

Monsieur Duchatzek

1. Le Schilling et le D-Mark

Madame Schaumayer est très reconnaissante à ses prédécesseurs d'avoir ancré le Schilling au D-Mark. Grâce à cette politique clairvoyante, choisie délibérément et tenue malgré, à certains moments, les protestations de l'industrie, l'Autriche

-- est venue à bout de son inflation

- a connu un renouveau économique fondé sur un ajustement structurel progressif, non forcené (notamment assainissement presque achevé des entreprises étatiques dont il reste à voir si les résultats tiendront sur une toile de fond de ralentissement économique)

- maîtrise ses coûts de production mieux que l'Allemagne (retenue salariale et productivité combinées).

- Il reste cependant encore des progrès à faire:
 - dans la réduction du déficit public (progrès jugés encore insuffisants - 3,3%)

 - dans la restructuration des arts et métiers

 - dans l'agriculture

- Après avoir suivi l'appréciation du D-Mark dans les différents réalignements du SME, le Schilling est désormais considéré dans une relation de change fixe de 1 à 7.

- La chose étant, l'économie autrichienne économise:

- les coûts économiques liés aux fluctuations du cours de change

- les coûts de "hedging"

- des supputations sur les fluctuations de change, etc.

- Les Autrichiens sont persuadés, malgré certains risques qui se précisent en Allemagne, que ce pays surmontera ses problèmes dans un délai de 5 ans environ. Leur confiance repose
 - sur la disponibilité du capital

 - sur l'assise excédentaire courante

 - sur la sécurité juridique créée par les investissements dans l'ex-RDA (une partie du problème reste à trancher)

 - sur l'importance des investissements qui continuent de se faire en RFA

 - sur la mobilité et la disponibilité d'une main-d'oeuvre bien formée.

- Les Autrichiens estiment le cours de la politique monétaire allemande approprié. Ils ne craignent pas l'éventualité d'une légère hausse supplémentaire des taux d'intérêt. Les industriels ne regardent pas tellement le niveau des taux pour investir mais la sécurité de l'investissement économique. Or, il est donné selon eux. En outre, ils écartent l'hypothèse d'un ralentissement économique marqué. Donc, le cours ultérieur de l'économie autrichienne est, par ricochet, apprécié très positivement. En attestant d'ailleurs

-- la poursuite des plans d'investissement

-- la poussée des exportations

-- la juxtaposition d'une forte croissance avec le maintien d'un taux d'inflation bas (phénomène nouveau qui résulte de la maîtrise des coûts).

- Certains se demandent si le Schilling ne devrait pas s'apprécier par rapport au D-Mark. La Banque nationale d'Autriche s'oppose à de tels plans. Elle avance pour justifier sa position

-- l'imbrication très étroite de l'économie autrichienne

avec les pays du Marché commun, imbrication qui va se renforcer une fois la RDA économiquement revivifiée

- la constatation que les taux d'intérêt sont exportés de Frankfort

- la comparaison de la taille économique autrichienne par rapport à celle des Douze

- sa persuasion que l'UEM avancera, se creusera et s'étendra, selon des formes et modalités qui restent à déterminer, à certains pays de l'Europe de l'Est.

2. Les perspectives d'adhésion aux Communautés européennes

- Ces perspectives se présentent positivement. Un projet de rapport a été établi. Il conclut que dans bien des domaines l'Autriche est déjà plus intégrée aux sens économique et juridique que certains pays des Douze.

- La rapidité de la démarche va dépendre de la disponibilité que laisseront aux technocrates de Bruxelles les CIG, notamment celle sur l'UPE. Si des projets nouveaux en

ressortaient , la disponibilité de la Commission diminuerait pour l'Autriche. Mais l'issue ne serait pas remise en cause.

- Dans les négociations, derrière la scène, la France a lutté contre l'Autriche. Les guerres napoléoniennes ont laissé des arrière-goûts; en outre le balayage de la langue et de la culture françaises après la deuxième guerre a créé du ressentiment en France.

3. Les négociations sur l'EEE

Il y a eu hiatus entre le discours Delors de janvier 89 qui offrait une certaine "Mitgestaltung" des pays AELE et la négociation qui a suivi dans laquelle cette "Mitgestaltung" a constamment été dégradée, reléguée, oubliée.

- Cependant, Vienne ne comprend pas que la Suisse ait toujours excessivement dévalorisé les progrès et résultats des négociations. A Vienne, on souligne au contraire les aspects positifs même si les problèmes qui demeurent posent aux Autrichiens les mêmes difficultés que pour la Suisse.

- Il s'agira encore de voir si les délais pour appliquer le traité sur l'EEE sont raisonnables. Mais c'est un problème pour plus tard.

- Si l'Autriche est prête à adhérer, il n'est pas encore certain que d'autres candidats potentiels agissent aussi vite qu'ils l'ont donné à penser à un certain moment. La décision est évidemment politique et elle dépendra ici d'élections, là de la constellation des partis politiques, etc. En Finlande, une certaine reconsidération plus conservatrice de la question se fait jour.

4. La Suisse et le FMI

- On a de la peine à comprendre que la quote-part attribuée à la Suisse soit jugée à peine suffisante. C'est un succès avéré pour la Suisse que de l'avoir obtenue.

- L'Autriche a défendu le principe d'une quote-part élevée pour que le lobby des secteurs exposés, notamment les banques, se prononcent favorablement sur l'adhésion.

- Dans les idées relatives à la création d'une "constituency", il faudrait éviter qu'il y ait renforcement des blocs économiques et politiques par "constituency" interposée (des "constituencies" exclusivement communautaires, des "constituencies" exclusivement AELE, des "constituencies" des pays de l'Est). Une certaine hétérogénéité des "constituencies" est favorable au maintien d'un système monétaire vraiment international.

- Va-t-il y avoir référendum ? Quelle est la stratégie de Monsieur Stich ? La BNS va-t-elle se profiler davantage ? Telles sont les questions qui m'ont été régulièrement posées.

5. La décision du rééchelonnement des dettes polonaises

- L'Autriche ne comprend pas cette décision, manifestement politique et à dominante américaine pour les raisons, connues (lobby polonais aux Etats-Unis) mais qui sont sans justification économique.

- Le traitement de la dette polonaise va au-delà des principes de Toronto et dépasse même ce qui fut fait pour les pays les plus pauvres.

- L'Autriche sait que ces décisions émanent du G-1 et du G-7 et que la communauté internationale doit ensuite, plus ou moins tacitement, les avaliser. De telles décisions sont cependant dommageables
 - parce qu'elles ne reposent pas sur des données économiques objectives

 - parce qu'elles créent des précédents injustifiés

 - parce qu'elles ont une dominante politique américaine d'où ne sont pas exemptes des considérations stratégiques (réactivation des anciens traité de défense comme au Proche-Orient).

- L'Autriche trouve dommageable que le G-10 entérine ces décisions parce qu'elles écartent des pays qui auraient des droits plus justifiés à faire valoir (Inde par exemple).

6. L'aide aux pays de l'Est

- Dans les instances de Bretton-Woods, l'Autriche combat pour maintenir ouverte une certaine ligne de crédit avec les pays de l'Est avec la possibilité de la couper selon les développements politiques dans ces pays. C'est une pression qui est ainsi maintenue sur les pays récipiendaires.

- Les Etats-Unis semblent suivre de plus en plus cette ligne. D'ailleurs, elle vaut aussi pour l'URSS bien que ce pays ne soit pas membre des institutions de Bretton Woods. Il semble y avoir ambiguïté sur le rôle des institutions de Bretton Woods à l'égard de l'URSS. L'Amérique semble les avoir "mobilisées " sans que l'on sache trop comment ni ce qu'elle a promis à l'URSS. L'Autriche est pour la mise à disposition de certains montants plus importants. Il faut lutter contre notre égoïsme et savoir que le chaos en URSS nous entraînerait tous en Europe. Cependant, ces lignes de crédits ne doivent pas être trop abondantes, encore qu'elles mériteraient d'être plus substantielles que maintenant (Hilfe für Selbsthilfe). La simple comparaison avec les sacrifices consentis pour la RDA montre la dérision des crédits à la Hongrie et à la Tchécoslovaquie.

Les banques autrichiennes ont fait quelques pas en direction de l'Est. Cependant elles restent assez prudentes, notamment les grandes qui ont déjà accumulé beaucoup de risques sur ces pays. Les progrès dépendront de l'industrie. Les banques accompagneront leurs clients industriels car la dominante des crédits restera commerciale pour un temps donné. Peut-être les banques pourront-elles à terme récolter quelques fonds.

- Le risque de l'insuffisance des crédits est de déséquilibrer les dirigeants par rapport à une poussée populiste. Les Autrichiens conseillent à leurs visiteurs de l'Est de rester crédible par un comportement de vie modeste. Il ne faut pas oublier la part importante de l'électorat qui est restée proche du communisme et qui tente d'exploiter à son profit toute faute des dirigeants au pouvoir.

J. 2-22